

# ISABELLE MANDRAUD, JOURNALISTE AU QUOTIDIEN FRANÇAIS LE MONDE : «Aucun pays du Maghreb n'est resté à l'écart du "printemps arabe"»

Titulaire d'une licence en histoire, Isabelle Mandraud débute comme journaliste indépendante et se distingue par de nombreux reportages en Russie. Elle poursuit, peu après, sa carrière au quotidien Libération avant de rejoindre, finalement, Le Monde en 1999.

Au sein de ce journal de renom, elle est en charge, successivement, de l'actualité sociale puis des activités du Parti socialiste français jusqu'à l'élection présidentielle de 2007. Elle dirige la rubrique relative aux activités de la police avant de se voir confier, depuis 2010, la couverture du Maghreb au service international du journal. Coauteur, pour Canal +, d'un documentaire de 90 minutes consacré à la primaire socialiste de 2007 et intitulé «Candidats», Isabelle Mandraud est lauréate de la Fondation Hachette, prix jeune journaliste.

**Le Soir d'Algérie :** En charge des pays du Maghreb au sein de la rédaction du quotidien français *Le Monde*, vous n'hésitez pas à vous déplacer, fréquemment, sur le terrain. Cela vous procure quel avantage et entraîne quel impact sur vos articles ?

**Isabelle Mandraud :** C'est exact, je me rends sur le terrain aussi souvent que possible car cela me paraît indispensable pour tenter de comprendre au mieux les sociétés et les mécanismes politiques propres à chacun des pays du Maghreb. C'est une région passionnante et je ne conçois pas de mener ce travail «à distance». Aller sur place est toujours riche en enseignements. Cela m'a permis, notamment, de percevoir la percée du parti islamiste Ennahda aux élections du 23 octobre en Tunisie, bien avant le scrutin. En me rendant au centre de ce pays, dans des régions isolées, «il n'y avait pas photo» si vous me passez l'expression. Les militants nahdaouis étaient très présents, tandis que ceux des autres formations semblaient bien timides, voire absents. A la suite de ces reportages, j'ai écrit un article sur «l'irrésistible ascension d'Ennahda» qui m'a valu beaucoup de critiques et de reproches des «modernistes» tunisiens. Mais fallait-il taire ce qui apparaissait, sur le terrain, comme une lame de fond ?

**Quel tableau commun peut-on mettre en évidence à propos de la situation générale qui prévaut dans les pays du Maghreb ?**

A l'évidence, les pays du Maghreb possèdent beaucoup de traits en commun, une culture et des modes de vie proches, même si chacun a sa propre histoire et des systèmes politiques différents. La corruption, le chômage en général, et celui des jeunes diplômés en particulier, la grande pauvreté dans certains endroits et, surtout, un couvercle de la peur qui a sauté face à des pouvoirs de nature dictatoriale usés, ce sont des traits communs à la plupart des pays du Maghreb. Enfin, l'utilisation massive des téléphones portables et le développement d'Internet ont, partout, contribué à pousser les jeunes à devenir des acteurs de la vie intérieure de leur pays en s'affranchissant des moyens traditionnels d'expression, par le vote, la revendication ou la manifestation. Tout ceci constitue les points communs d'une région qui, aujourd'hui, est en état de «rébellion».



Photo : DR

**Cet état des lieux prédispose-t-il aux transformations en cours dans les systèmes de gouvernance des pays concernés ?**

Sans aucun doute, mais selon des voies différentes. Le couvercle a sauté violemment en Tunisie tandis que la Libye a vécu un dramatique conflit armé. Neuf mois après le début du soulèvement, les premières élections libres et démocratiques ont été organisées en Tunisie, ce qui est assez remarquable même si la situation reste très instable du fait, entre autres, des difficultés économiques qui s'accroissent dans le pays. Après 42 ans de règne sans partage de Kadhafi, les choses s'annoncent plus compliquées en Libye. Au Maroc, une autre voie a été suivie puisque le roi Mohammed VI a lui-même pris les devants pour endiguer un mouvement de contestation, en réformant la Constitution puis en organisant des élections législatives anticipées. Mais là encore, force est de constater que les conséquences sont un peu différentes de celles espérées puisque les partis proches du pouvoir ont été disqualifiés dans les urnes.

En Algérie enfin, après les émeutes de janvier, il y a eu aussi anticipation, d'abord avec la levée de l'état d'urgence, la redistribution massive d'une partie de la rente — sous forme d'augmentations des salaires, d'aides à l'emploi pour les jeunes et de subventions pour les produits de première nécessité — puis avec l'annonce de réformes politiques par le

président Abdelaziz Bouteflika. D'une façon ou d'une autre, aucun pays du Maghreb n'est resté à l'écart du «printemps arabe», a fortiori indifférent.

**Comment expliquer que les revendications de justice et de liberté exprimées par les peuples maghrébins aient conduit à l'émergence des mouvements islamistes comme force politique essentielle ?**

C'est l'un des paradoxes des mouvements du monde arabe. Les islamistes n'étaient pas aux premières loges lors des soulèvements, mais ce sont eux qui en récoltent les fruits. Car les peuples descendus dans la rue ne sont pas les mêmes que ceux qui ont voté, que ce soit en Tunisie ou en Egypte, encore moins au Maroc où, d'ailleurs, les contestataires ont boycotté les élections législatives anticipées.

Je vais peut-être choquer, mais l'émergence sur le devant de la scène politique de partis islamistes n'est cependant pas illégitime, en dehors même du fait qu'ils ont remporté de façon démocratique la bataille des urnes.

Qu'on le veuille ou non, pendant des années, ils ont incarné la résistance face à des régimes brutaux et corrompus qui s'étaient arrogé à bon compte un rôle de rempart contre «la menace islamiste». C'est vrai en Tunisie, en Libye, en Egypte et peut-être demain en Syrie.

Dans beaucoup de pays du Maghreb, les islamistes ont su habilement jouer sur

Entretien réalisé par  
Mohamed Chafik Mesbah

la question identitaire arabo-musulmane, rassurante dans un environnement déstabilisé et une mondialisation angoissante. Derrière tout cela, il y a sans doute aussi beaucoup de déception vis-à-vis de l'Occident.

La montée des salafistes est préoccupante, mais le plus important, reste que les partis islamistes vainqueurs comme Ennahda en Tunisie ou le PJD au Maroc respectent leurs engagements en matière de démocratie.

**Au total, les événements en cours dans le Maghreb s'apparentent plus à des révoltes qu'à des révolutions n'est-ce pas ?**

Ce sont surtout jusqu'ici des révoltes, exception faite à mon avis de la Tunisie qui, en s'engageant dans la voie d'une Assemblée constituante, va jusqu'au bout de la logique du changement. Dans d'autres pays comme l'Egypte, il est encore un peu trop tôt pour se prononcer.

**L'Algérie est-elle une exception au Maghreb ?**

Les ingrédients d'un fort mécontentement social existent, lequel se manifeste par des explosions de colère, ça et là, de façon désordonnée. Mais oui, l'Algérie constitue une exception dans le sens où elle a connu, bien avant d'autres, un désir de libéralisation dès la fin des années 1980. Hélas, il s'en est suivi une guerre civile terrible qui a forcément un impact encore aujourd'hui.

Cette mémoire, alliée au principe cher à la diplomatie algérienne de non-ingérence, explique en partie sa réserve vis-à-vis de ce qui se passe autour.

En contrepartie, l'Algérie, le pays le plus important du Maghreb par sa taille, le nombre de ses habitants et sa lutte contre le colonialisme qui a influencé une partie du monde, de la Palestine à l'Afrique du Sud, est apparue isolée sur la scène internationale.

**L'action diplomatique de la France au Maghreb est-elle appropriée ? Et celle des Etats-Unis d'Amérique ?**

Je ne sais pas si l'action de la diplomatie française est «appropriée» comme vous dites, mais elle a été embarrassée par les mouvements intervenus dans le monde arabe qu'elle a appréhendés de manières différentes.

Les liens humains, culturels, historiques, économiques avec le Maghreb sont à la fois un atout formidable pour la France et sa diplomatie, mais aussi un handicap en situation de bouleversement.

De ce point de vue, on le voit bien, la diplomatie américaine est plus réactive, même si elle reste entravée par le conflit israélo-palestinien.

M. C. M.

Publicité

**SALON DE L'AUTOMOBILE  
DU SUD ALGERIEN**  
**8 - 12 FÉV. 2012 GHARDAÏA**  
Placé sous le thème de la sécurité routière

infomina  
021 36 71 60 - 021 36 50 33

**SudAuto**  
**COMEvent**  
Communiquez par l'événement